

Quelle alternative économique au capitalisme ?

Gaston Lefranc, Université d'été du NPA, août 2016

Plan de la présentation

- Introduction
- Grands principes et modèle d'une économie socialiste
- La socialisation de l'investissement
- Le salaire à vie
- Une économie planifiée, monétaire avec marchés subordonnés
- Le contrôle de la monnaie et des échanges extérieurs
- La maîtrise du travail concret
- L'impasse d'une démarche réformiste

Introduction

Insuffisance des revendications immédiates : nécessité de penser le fonctionnement d'une société socialiste

Deux écueils :

- D'abord il y a ce qu'on peut appeler une non méthode, qui consiste à ne rien proposer de concret, à laisser l'auto-organisation des travailleurs faire les choses quand l'occasion se présentera
- A l'opposé de cette non-méthode, il y a celle qui consiste à proposer un projet clé en main, un peu comme celle des utopistes

Penser le socialisme à partir du capitalisme réel et des acquis du mouvement ouvrier

Partir du monde réel, du système économique capitaliste actuel, de l'étude de ses contradictions pour les dépasser

Partir de ce qu'il y a d'anticapitaliste dans les acquis du mouvement ouvrier, pour donner tout leur sens politique à nos revendications et refuser de les inscrire dans une perspective d'aménagement du capitalisme.

Pour changer le système, il faut changer sa base économique

Marx apporte cette idée que les rapports de production que les humains nouent entre eux, « forment la structure économique de la société, la fondation réelle sur laquelle s'élève un édifice juridique et politique, et à quoi répondent des formes déterminées de la conscience sociale ».

Pour faire une véritable révolution, c'est la base économique qu'il faut changer.

Les grands principes d'une économie socialiste

Les objectifs

- Le salaire à vie à la place du marché du travail : maîtrise du travail abstrait
- Le contrôle de l'appareil productif : maîtrise du travail concret **Les moyens**
- L'expropriation des capitalistes et la propriété collective des moyens de production
- La socialisation de l'investissement et l'éradication du crédit lucratif
- L'autogestion dans l'entreprise
- Le contrôle des échanges avec l'extérieur

Le salaire à vie à la place du marché du travail

La validation sociale du travail n'est alors plus opérée par les capitalistes, mais par les travailleurs associés : c'est la « pratique salariale » de la valeur que Friot oppose à la pratique capitaliste de la valeur

Chaque travailleur deviendrait alors un producteur associé ayant un statut lui donnant droit à un salaire à vie. Ce salaire serait la reconnaissance que chacun d'entre nous est un producteur de valeur économique, c'est-à-dire de valeurs d'usage dont l'utilité sociale est reconnue par la société.

Notion de « carrière » ; salaire en fonction de la qualification ; l'égalisation des salaires passe par l'égalisation des qualifications.

Le salaire à vie existe déjà pour les fonctionnaires

Salaire à vie VERSUS revenu de base inconditionnel : deux logiques antagoniques

Salaire à vie et répartition du travail

Articuler le salaire à vie avec la nécessité de planifier la production pour satisfaire les besoins sociaux. L'être humain aspire à produire. Nécessité d'articuler choix collectifs et aspirations individuelles.

Le socialisme ne doit pas brider la créativité et les initiatives : la socialisation de l'investissement permet à chacun de pouvoir « entreprendre » dans le cadre de la planification globale

Pour les tâches jugées peu attractives, deux pistes sont envisageables :

- la rotation des tâches et/ou un service civique pour s'assurer que ces tâches soient effectivement remplies et partagées au mieux.
- ceux qui décident de les effectuer pourraient avoir une incitation financière, en progressant plus rapidement dans leur carrière salariale.

Stimulants matériels et/ou moraux

Une économie planifiée et monétaire, où les mécanismes de marché sont limités

Deux impasses :

- Le « **socialisme de marché** » avec un système de prix flexibles qui permet au marché de jouer un rôle décisif dans l'orientation des choix productifs, qui ne permet pas de faire des choix collectifs et qui engendre des inégalités

« Les relations de marché doivent être strictement surveillées et contrôlées sous peine de les voir, tel un cancer en métastase, vous échapper ruiner fatalement la santé du corps politique socialiste » (Sweezy, Monthly Review, 1964)

- Une **économie sans monnaie** où toutes les décisions sont prises par une bureaucratie ou par une multiplication de réunions. Cela entraîne une paralysie du système et une désaffection populaire.

« Si la société socialiste toute entière n'est qu'une vaste coopérative, une entreprise unique de tous les producteurs associés de la nation (...) il est presque évident qu'alors des relations marchandes ne sauraient exister entre les multiples cellules qui constituent cet organisme unique » (Jalée, Un projet socialiste, 1976)

Une économie planifiée et monétaire, où les mécanismes de marché sont limités

Une planification démocratique :

Pas de détermination par le marché des grands choix sociaux et économiques : les priorités de production, la répartition de la production, etc.

Recours subordonné au marché : prix encadrés

Economie monétaire car les entreprises et les consommateurs feront des choix. La monnaie permet la dépersonnalisation des liens sociaux et peut être un « *instrument permettant une plus grande liberté du consommateur dans la mesure où les besoins élémentaires sont déjà satisfaits* » (Mandel, En défense de la planification socialiste).

La monnaie est morte en tant que capital, elle ne permet plus d'acquérir privativement des usines, etc.

la détermination des prix

Les composantes du prix des biens de production et de consommation :

- Les consommations intermédiaires
- Les cotisations salaires
- Les cotisations économiques
- La marge pour l'autofinancement de l'investissement et les primes salariales

Les prix ne sont pas « marchands » car les cotisations salaires et les cotisations économiques sont fixées politiquement (par exemple un pourcentage des consommations intermédiaires). Ils doivent donc couvrir ces paiements avec une éventuelle marge (qui peut elle aussi être encadrée pour ne pas laisser la demande des consommateurs la fixer librement). Les prix fluctuent, dans ce cadre contraint, en fonction de l'offre et de la demande

Au niveau global, on doit avoir une égalité :

- entre les cotisations économiques payées et les investissements réalisés par les entreprises
- entre les cotisations salaires payées par les entreprises et les salaires reçus par les travailleurs

Au niveau de l'entreprise, ces égalités sont relâchées. Déconnexion des prix par rapport au temps de travail.

Tirer les enseignements de « l'autogestion » yougoslave

Fonctionnement dual

Pas de pouvoir des travailleurs sur l'Etat, parti unique

Autogestion dans l'entreprise : conseil ouvrier (et conseils de gestion) gère l'entreprise, adopte un plan de production, élit un directeur, décide des embauches, fixe les salaires et les prix dans le cadre de la planification centrale.

Le socialisme de marché yougoslave

Pas question pour la bureaucratie de passer d'une planification bureaucratique à une planification démocratique.

Réformes (1965-1971) de décentralisation et de développement des mécanismes marchands pour retrouver de l'efficacité :

- Désocialisation de l'investissement : dépérissement des fonds d'investissement, développement de l'autofinancement et des banques décentralisées (crédit lucratif)
- Développement des mécanismes marchands, du chômage, privatisations
- Libéralisation du commerce extérieur
- Appel aux capitaux étrangers

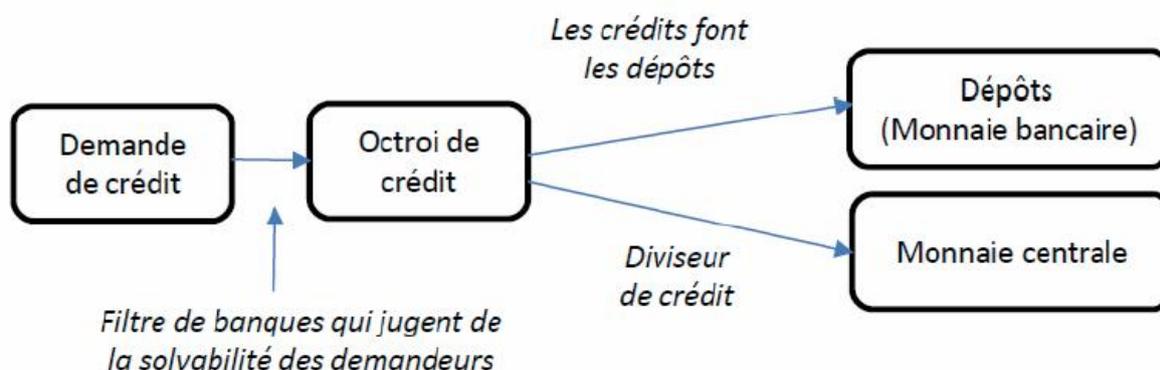
Rappel sur la monnaie dans une économie capitaliste

Les banques créent de la monnaie de crédit par un simple jeu d'écriture, ce sont les crédits qui font les dépôts

| Bilan d'une banque commerciale | |
|---|---|
| ACTIF | PASSIF |
| Prêt octroyé à une entreprise (créance de la banque) : +100 | Compte courant de l'entreprise (monnaie de crédit) : -100 |

En théorie, la banque centrale contrôle la création monétaire des banques commerciales, car celles-ci ont besoin de « monnaie centrale » (émise par la banque centrale) en proportion des crédits qu'elles font (réserves obligatoires, demande de billets par les clients)

Dans la pratique, les banques centrales servent les besoins des banques commerciales. Le système dysfonctionne: trop de crédits alimentent les bulles financières. D'où la proposition d'un rapport au 1^{er} ministre d'Islande (2015) pour transférer le pouvoir de création monétaire aux banques centrales (monnaie comme « bien public »)



La transition d'une monnaie capitaliste à une monnaie socialiste

De la monnaie en tant que pouvoir de classe qui subordonne la reproduction sociale à l'accumulation du capital, à la monnaie en tant que moyen rationnel à la réalisation des besoins humains

Du jour au lendemain, les comptes courants des clients des banques seraient transférés au passif du monopole public bancaire.

Les marchés financiers seraient fermés et le nouveau système bancaire devrait solder les actifs et passifs financiers dans le nouveau système. Pour chaque client, on regarderait ses actifs financiers (hors comptes courants) et ses passifs financiers pour établir son solde financier. S'il est négatif, le client aurait une dette vis-à-vis du monopole public bancaire et s'il est positif, il serait transformé en compte courant. Bien sûr, des critères politiques peuvent être introduits, permettant de corriger les soldes financiers afin de corriger les inégalités de patrimoine.

La monnaie socialiste

Présentation du bilan du monopole public bancaire

| Bilan simplifié du monopole public bancaire | |
|---|----------------------------|
| ACTIF | PASSIF |
| Obligation perpétuelles à taux zéro | Comptes courants (monnaie) |
| Prêt aux ménages | Comptes à terme |

- Toute la monnaie figure au passif de la banque centrale (comptes courants à la banque centrale). Elle est donc sécurisée
- De la dette n'est pas émise en contrepartie de la création monétaire : la contrepartie de la monnaie émise n'est pas une créance de la banque sur ses clients.
- Il n'y a plus qu'une seule variété de monnaie, la « monnaie souveraine » qui prend deux formes : les pièces et billets ; les dépôts du monopole public bancaire

Principes de fonctionnement

- L'investissement ne sera plus financé par crédit, mais par subvention (plus de capital de prêt !)
- La monnaie créée est affectée aux caisses d'investissement
- Les seuls crédits (non lucratifs) qui existeront seront les crédits pour les ménages qui doivent financer des dépenses lourdes non couvertes par leurs salaires. Ils emprunteront à un taux d'intérêt légèrement supérieur au taux d'inflation (en principe autour de 0). Ces crédits seront financés à partir de comptes à terme de particuliers faiblement rémunérés.

Monopole du commerce extérieur et monnaie inconvertible

But : satisfaire les besoins non couverts par la production interne tout en protégeant l'économie nationale de la pression des marchés mondiaux

Moyens : Tous les échanges commerciaux transiteraient par un organe spécialisé de l'État et le taux de change serait fixé par l'État à usage interne

Déconnexion entre les prix internes et les prix externes

Exemple : parité politique (interne) monnaie état ouvrier (meo)/ dollar : 1 meo = 0,5 \$

Prix mondiaux du blé : 100\$ (200 meo)

Prix interne du blé : 100 meo

Prix mondiaux d'un ordinateur : 1 000 \$ (2 000 meo) Prix interne d'un ordinateur : 4 000 meo

Structure des prix différente en interne et en externe. Le monopole du commerce extérieur permet le maintien de l'industrie informatique et empêche l'enrichissement des paysans qui doivent alimenter la consommation locale

Monopole du commerce extérieur et monnaie inconvertible

Fonctionnement des exportations et importations

Une entreprise de blé veut exporter du blé à l'étranger. L'office du commerce extérieur vend le blé à l'étranger au prix du marché mondial en dollars. Ces dollars permettront au pays d'importer des biens (par exemple des automobiles) via toujours cet office.

L'office redistribuerait à l'entreprise (qui exporte) les fruits de la vente en monnaie locale, en utilisant le taux de change interne dollar / monnaie de l'État ouvrier fixé. L'entreprise qui exporte récupérerait donc de la monnaie locale (mais les dollars restent sous le contrôle de l'office du commerce extérieur)

Inversement, une entreprise qui veut importer un ordinateur pour produire ferait une demande à l'office : elle paierait en monnaie locale (selon la parité dollar/monnaie de l'État ouvrier) et l'office paierait en dollars l'entreprise étrangère (au prix du marché mondial).

De la même façon, un habitant de l'État ouvrier qui voudrait faire du tourisme à l'étranger (cela constitue une importation car le touriste va consommer des biens et services étrangers) devra récupérer des dollars pour son voyage à l'étranger en utilisant la parité officielle fixée par l'État ouvrier. Il paiera en monnaie locale pour récupérer des dollars pour son voyage.

Concept de «monnaie inconvertible» : cela ne signifie pas que la monnaie ne peut jamais être convertie en une autre monnaie, mais que cette conversion se fait sous le contrôle des institutions de l'État ouvrier. Elle n'est pas cotée et échangeable sur les marchés financiers.

La question clé de la maîtrise de l'appareil productif

La propriété collective des moyens de production est une condition nécessaire mais pas suffisante de la maîtrise de l'appareil productif.

Les travailleurs peuvent être formellement « propriétaires » des moyens de production, mais peuvent ne pas en avoir la maîtrise.

Producteurs associés (socialisme autogestionnaire) ou division de classe entre « encadrants » et travailleurs (collectivisme bureaucratique)

Transformation des rapports de production et des moyens de production pour permettre une appropriation réelle des moyens de production :

- la technique n'est pas neutre
- l'objectif n'est pas de maximiser la productivité mais de maximiser le contrôle pour restaurer le lien entre le producteur et son produit

L'entreprise autogérée

Autogestion contradictoire avec planification impérative. Les travailleurs seront impliqués que si ils peuvent faire des choix importants **Cadre de l'entreprise autogérée**

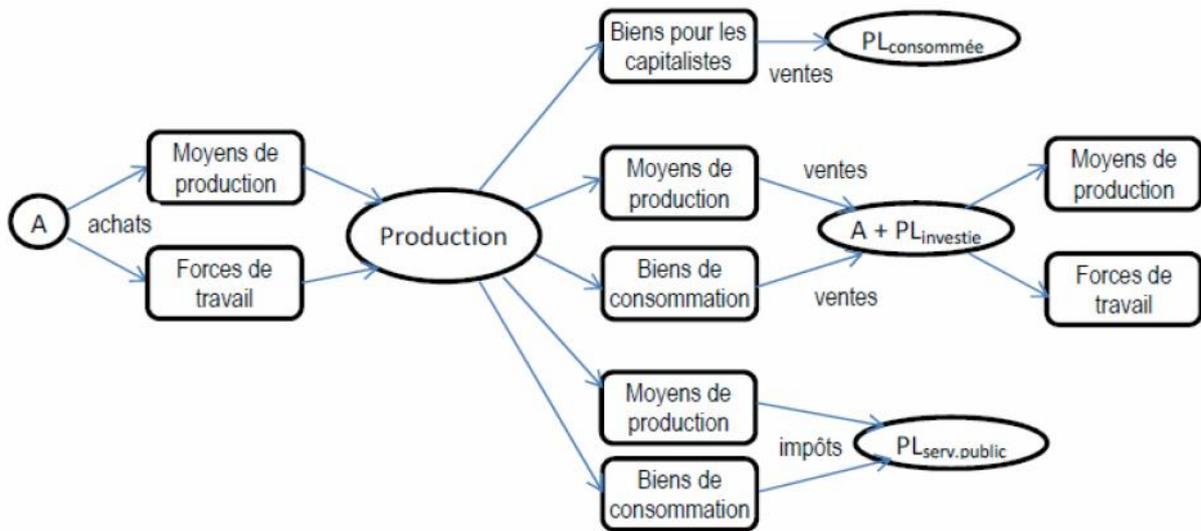
- Pas de propriétaire lucratif, mais co-propriété d'usage des travailleurs
- Pas de crédit, mais financement de l'investissement par subvention et par autofinancement
- Pas d'objectif de maximisation du profit, mais des objectifs qualitatifs et quantitatifs de production fixés par le plan
- L'entreprise est dirigée par un conseil des travailleurs, avec commission et conseil de gestion (exécutif)

Décisions des travailleurs

- Organisation du travail : temps de travail, rotation des tâches, etc.
- Choix des fournisseurs, des débouchés
- Choix des technologies : ce n'est pas aux êtres humains de s'adapter aux technologies, mais aux technologies de s'adapter aux objectifs humains
- Fixation des prix en lien avec le système centrale et les conseils de consommateurs
- Allocation éventuelle du surplus : auto-financement, primes, etc.

L'impasse d'une démarche réformiste

- La formule qui résume la reproduction du capital : $A-M...P...M'-A'$
- A' moins A (plus-value sous forme monétaire) ; M' moins M (plus-value sous forme marchandise)
- La plus-value peut se décomposer en trois composantes :
 - plus-value investie (sous forme de capital constant et variable supplémentaire)
 - plus-value consommée par les capitalistes
 - plus-value finançant secteur public non marchand



L'impasse d'une démarche réformiste

Dans une économie capitaliste, on peut donc distinguer 3 secteurs :

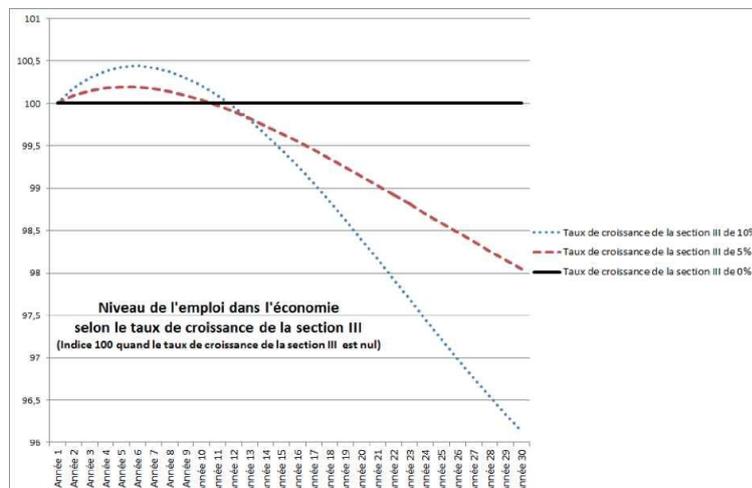
- Secteur (I) capitaliste de la production de biens de production
- Secteur (II) capitaliste de la production de biens de consommation
- Secteur (III) de la production publique non marchande (gratuite)

Les travailleurs du secteur (III) utilisent des moyens de production produits dans le secteur (I) pour produire des valeurs d'usage non marchandes, et ils consomment des biens de consommation produits dans le secteur (II). Une partie de la plus-value produite dans les secteurs (I) et (II) va donc être utilisée pour financer la production du secteur (III). Il y a donc une contradiction entre le développement du secteur (III) et le développement des secteurs capitalistes, entre la « pratique socialiste de la valeur » et la « pratique capitaliste de la valeur »

Impasse des projets réformistes :

- Harribey ou Durand qui proposent d'augmenter les dépenses publiques pour embaucher les chômeurs dans la sphère publique non marchande
 - Friot qui propose d'étendre progressivement le salaire à vie
- ⇒ Nécessité d'une rupture révolutionnaire

L'impasse d'une démarche réformiste



⇒ Nécessité d'une rupture révolutionnaire, avec expropriation des capitalistes des secteurs (I) et (II) pour permettre un développement cohérent et planifié des différents secteurs de l'économie